

## **Bulletin d'Information n°7**

### **Sommaire**

1. Etat des négociations TAFTA
2. Zoom : le conseil de coopération réglementaire
3. Projet d'accord UE-Canada (CETA) / AECG
4. Consultation publique de la Direction Générale du Commerce
5. Environnement des négociations et percée médiatique
6. Collectivités territoriales « hors partenariats transatlantiques »
7. Initiative Citoyenne Européenne (ICE) et appel citoyen
8. Mobilisations
9. Campagne et informations Attac
10. Documentation

\*\*\*\*\*

#### ***1. Etat des négociations TAFTA***

Alors que le 5ème round de négociation a eu lieu Arlington (19 au 23 mai) prend fin, la négociation reste toujours aussi opaque. Alors que cela n'engageait à rien, puisque le mandat de négociation de la Commission est sur la place publique depuis un an suite à fuite, le Conseil des ministres a de nouveau refusé début mai de le publier !

Selon un nouveau document fuité, l'Union européenne a proposé aux USA de libéraliser complètement l'énergie et les matières premières, sapant ainsi la possibilité de mener une lutte contre l'aggravation du dérèglement climatique et hypothéquant une véritable transition énergétique. Cf. <http://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/avec-le-tafta-l-ue-et-les-etats>. Par ailleurs, alors que le commissaire De Gucht, vigoureusement soutenu par Tim Bennett, directeur général du Transatlantic Business Council (TBC, Cf. BI n°6)), souhaite intégrer les services financiers dans le traité, son alter ego dans la négociation, l'ambassadeur américain Froman auprès de l'UE assure que ce ne sera sûrement pas le cas (!). Cf. <http://www.euractiv.fr/sections/commerce-industrie/les-services-financiers-semblent-la-pagaille-dans-les-negociations>.

Les problématiques liées à la santé posent manifestement des problèmes, Cf. <http://www.bilaterals.org/?vilsack-says-sanitary-issues&lang=en>.

Le round de septembre (après celui de juillet à Bruxelles) est annoncé comme celui d'un état des lieux politique de l'avancée des négociations (remarquons que, contrairement à ce que la DG Commerce se répandait à dire, les élections européennes n'ont freiné en rien le processus).

#### ***2. Zoom : le conseil de coopération réglementaire***

D'autres fuites ont apporté des éclaircissements sur le projet de mise sur pied d'un Conseil de coopération réglementaire composé pour une part de représentants de la Commission européenne et pour l'autre part de représentants des agences publiques de réglementation états-uniennes (farcies de porteurs des intérêts des transnationales). Non seulement ce conseil aurait un droit de regard sur les futurs projets de réglementation des deux cotés de l'Atlantique, mais il pourrait aussi « passer au peigne fin » l'existant avec mise en œuvre de procédures de « back track » permettant un retour en arrière sur les actuelles législations qui seraient susceptibles d'entraver les futures législations taftaiennes ... Devant ce danger au moins aussi important que l'ISDS, la société civile progressiste des deux cotés de l'Atlantique (auquel se sont jointes d'autres organisations vu les effets de bords possibles via les autres ALE) s'est mobilisée autour d'un courrier adressé à messieurs Michael Froman et Karel De Gucht. (la liste des signatures donne une idée de la mobilisation). Cf. [http://sensiblesafeguards.org/assets/documents/regco-sign-on-letter\\_questions\\_final.pdf](http://sensiblesafeguards.org/assets/documents/regco-sign-on-letter_questions_final.pdf).

### ***3. Projet d'accord UE-Canada (CETA/AECG)***

Comme déjà évoqué, il importe, dans le cadre de la campagne TAFTA, de s'opposer, de concert et avec la même vigueur, à son jumeau CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) (1). En effet, si l'abaissement de barrières douanières ne concerne de façon directe que les entités contractantes (en l'occurrence UE et Canada (2)), l'abaissement d'une norme par un contractant (en l'occurrence l'UE) dans le cadre d'un accord (CETA en l'occurrence) n'a plus à être effectué dans un accord suivant (en l'occurrence TAFTA) si elle est déjà à ce niveau bas dans l'espace de l'autre contractant (les USA en l'occurrence). De surcroît l'adoption de CETA donnerait la possibilité à une transnationale, états-unienne ou européenne, de créer ou utiliser une filiale au Canada pour ensuite faire sauter via l'ISDS CETA une barrière jugée importune à ses intérêts qui n'aurait pas (encore) sauté via TAFTA. L'abaissement de la barre néolibérale qu'il resterait à franchir par TAFTA affaiblirait d'autant le potentiel de mobilisation. Cette intégration CETA dans la campagne TAFTA est aisée à faire : les deux projets étant quasi "jumeaux" dans leur concept, une référence à CETA indiquant qu'il est similaire à TAFTA et l'accolement du terme CETA à celui de TAFTA dans toute revendication suffisent.

CETA dont la négociation officielle a commencé en 2009, poussé par le lobby transatlantique CERT (une centaine de transnationales canadiennes et européennes ...), est périodiquement annoncé comme arrivant sur le bureau du COREPER (l'organisme de nature diplomatique qui prépare pour le Conseil des Ministres européen tout accord conclu par la DG Commerce). Pour certains de nos partenaires canadiens cela pourrait ne pas se produire avant 6 ou 8 mois car des problèmes resteraient à régler (le Canada semble vouloir laisser la santé publique en dehors de CETA). Selon d'autres sources, cela serait imminent. Quoiqu'il en soit, notre action actuelle est une clé pour faire échouer sa ratification ultérieure par le Parlement européen (et, s'il est déclaré mixte, par le Parlement français).

A noter, une lettre ouverte de la CGT à plus haut niveau auprès de la nouvelle ministre du commerce demandant au gouvernement de ne pas ratifier cet accord CETA.

### ***4. Consultation publique sur l'ISDS***

La consultation publique de la Direction Générale du Commerce sur la protection des investissements et le mécanisme de règlements des différends investisseur-état (ISDS) suit son cours (elle prendra fin le 6 juillet). Cette consultation qui ne questionne que sur des aspects techniques compréhensibles que par un public très averti est avant tout une opération de communication de la DG Commerce. Les partenaires européens se sont cependant mis d'accord pour ne pas la boycotter, la consultation étant perçue comme un des seuls espaces de protestation auprès de la Commission. Il apparaît que la Commission persiste dans ce projet d'ISDS – au reste la négociation sur ce thème continue pendant la consultation ... - tout en essayant de rassurer en annonçant des bornes (ex : mieux définir certaines notions juridiques, exclusion des plans de sauvegarde en cas de crise, mécanisme d'appel, projet de code de conduite pour les arbitres (sic!)). S'il n'est aucunement assuré que ces bornes - limitées - seraient effectivement incluses dans un traité, cela dénote que la pression de la société civile progressiste les gêne de plus en plus.

Le questionnaire est disponible en français : <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch>. Une façon de procéder est de ne répondre qu'à la dernière question « Appréciation générale » / « Y a-t-il d'autres voies que l'UE pourrait suivre pour améliorer le système d'investissement? » ; on peut alors répondre en faisant une variation sur « Non au mécanisme de règlement des différends investisseur-Etat dans le PTCI, CETA ou tout autre accord » ; pour les questions techniques qui précèdent mettre alors « voir ci-dessous ». On peut de surcroît y joindre un document annexe.

### ***5. Environnement des négociations et percée médiatique***

Suite à cette action de la société civile progressiste et dans le contexte des élections européennes, TAFTA apparaît de plus en plus dans les médias (radios, TV, blogosphère), avec expression des positions les plus critiques (on est loin, pour le moment en tout cas, d'un rouleau-compresseur propagandiste).

Une résolution (une « petite loi » dans le jargon) vient d'être votée à l'Assemblée Nationale, Cf. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0339.as>, avec, certes, peu de députés présents et ne remettant pas en cause le principe de cette négociation, mais indiquant quand même certaines « lignes rouges » non négligeables. La contestation se produit parfois là où on ne l'attend pas : ainsi Jean Arthuis (ancien ministre de l'Economie) donne 7 raisons de s'opposer au traité : Cf. <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/10/31001-20140410ARTFIG00323-jean-arthuis-7-bonnes-raisons-de-s-opposer-au-traite-de-libre-echange-transatlantique.php>. Si certaines de ces raisons peuvent être discutées, c'est plus intéressant que ce que déclare la nouvelle ministre du Commerce, Fleur Pellerin, dans le cadre d'une opération de « pédagogie et de dédramatisation » : "S'opposer très fermement à la présence de ce type de mécanisme (ISDS) dans les accords avec les Etats-Unis ou le Canada créerait un précédent qui nous mettrait dans une situation délicate dans de futures négociations si nous demandions ce type de clause à des pays émergents ou en développement ». Elle ajoute toutefois que « si on a l'impression que certaines lignes rouges ont été franchies, ce texte ne sera pas ratifié" (on n'a pas vraiment de garantie mais cela « dédramatise ».

Dans le contexte où le FN affiche son opposition à TAFTA (en contradiction avec l'ensemble de ses conseillers régionaux lors de votes « hors Tafta »), il est important d'affirmer d'autres valeurs : la campagne pour un mandat commercial alternatif de l'union européenne dont Attac France est pleinement partie prenante est aussi opportune de ce point de vue : Cf. <http://france.attac.org/nos-publications/brochures/article/pour-un-mandat-commercial>. Deux cents candidat(e)s aux élections européennes se sont engagés à soutenir le mandat commercial alternatif (3).

## **6. Collectivités territoriales « hors partenariats transatlantiques »**

La campagne sur les collectivités territoriales « hors partenariat transatlantique » ou « en vigilance » progresse : 6 régions (Basse Normandie, Bretagne, IDF, Limousin, PACA, Picardie), 2 département (93, Tarn), 19 communes (Aubenas, Barres des Cévennes, Besançon, Briançon, Chateauroux Les Alpes, Crévoux, Crolles, Grenoble, La Synthe, Martigues, Montreuil, Niort, Niozelles, Peyremale, Rézé, St Denis, St Martin de Queyrières, St Riran, Sevran). L'intégration de CETA à cette campagne, indispensable, Cf. ci-dessus, commence à prendre : Briançon, Chateauroux Les Alpes, Crévoux, Crolles, Niozelles, Peyremale, Rézé, St Martin de Queyrières. (Ne pas hésiter à communiquer tout manque ou imprécision).

## **7. Initiative Citoyenne Européenne (ICE) et appel citoyen**

La coalition européenne s'oriente vers le dépôt d'une initiative citoyenne européenne (ICE). Un groupe de travail a été constitué et le dépôt pourrait être effectué en septembre. Sa formulation serait « *Nous invitons la Commission européenne à recommander au Conseil d'abroger le mandat de négociation pour le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) et à ne pas conclure l'Accord économique et commercial global (CETA)* » (4). Pour aller à son terme, une ICE doit recueillir en un an maximum au moins un million de signatures (dûment validées par document d'identité) réparties sur au moins ¼ des états (en l'occurrence 7), les signatures d'un pays n'étant comptabilisées que si elles sont en nombre supérieur à un seuil (54.000 pour la France). Il n'y a aucune assurance que la Commission « obtempère » ensuite mais le fait même de parvenir à remplir ces conditions serait évidemment un point important dans la construction du rapport de forces (la collecte des signatures étant en elle-même une action de mobilisation).

Pour en savoir plus : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Initiative\\_citoyenne\\_europ%C3%A9enne](http://fr.wikipedia.org/wiki/Initiative_citoyenne_europ%C3%A9enne).

Entre le dépôt d'une ICE auprès de la Commission et son acceptation par celle-ci qui donne le point de départ de la collecte de signatures plusieurs mois peuvent cependant s'écouler. Comme cette acceptation n'est de surcroît pas garantie, et pour disposer d'un outil de ce type en attendant l'éventuelle acceptation de l'ICE, Attac France vient de prendre l'initiative de soumettre au collectif Stop Tafta un appel à signer par les citoyens.

## **8. Mobilisations**

À Bruxelles le 15 mai, la mobilisation face à l'EBS (European Business Summit) a réuni un millier

de personnes, syndicats, associations, mouvements paysans, indignés... et a bénéficié d'une bonne couverture médiatique en partie « grâce » à l'arrestation de plus de 250 manifestants pacifiques. Cette action, à forte tonalité TAFTA, a confirmé le dynamisme de l'alliance avec D19-20 et le collectif AltersSommet belge. En France, avec la mobilisation du 10 avril face à la réunion « Shangri-la » entre Karel De Gucht et des représentants patronaux et politiques des deux cotés de l'Atlantique et la manifestation à Paris du 17 mai avec elle aussi une forte tonalité Tafta, l'action a notamment consisté à interpeller les candidats aux élections européennes.

Les organisations de la société civile européenne engagées TAFTA ont publié une déclaration : : <https://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/les-peuples-l-environnement-et-la>.

En France, il y a maintenant un cinquantaine de collectifs locaux (Cf. <https://www.collectifstoftafta.org/collectifs-locaux/>).

Pour le round de juillet à Bruxelles des actions et une conférence de presse commune avec les mouvements états-uniens sont dans les tuyaux.

L'Université d'été européenne des mouvements sociaux sera à coup sur un moment de réflexion et de construction important (une plénière est notamment prévue avec la participation de Lori Wallach de Public Citizen (une des principales forces d'opposition aux USA à TAFTA et au TPP).

Une importante journée européenne d'actions décentralisées est prévue pour le mois d'octobre 2014 (a priori le 4 ou le 11, si possible pendant un round de négociation, sachant que les dates de ces rounds sont annoncées très tardivement). Une journée de mobilisation commune en Europe et aux USA devrait ensuite avoir lieu premier semestre 2015.

## **9. Campagne et informations Attac**

La formation des 3 et 4 mai à Paris s'est avérée très riche dans sa forme et dans son contenu, avec expression de nouvelles idées pour la campagne et a fait émerger de nouveaux intervenants potentiels pour les débats publics locaux, ce en phase avec l'atelier tenu en CNCL le 17 mai qui a mis en évidence que la campagne est en train de prendre de l'ampleur dans les territoires. Une pièce de théâtre « Traversée à haut risque à bord du TAFTA » par des activistes de l'association y a été jouée pour la première fois. La troupe est prête à se déplacer (dans la mesure de ses disponibilités). Le petit guide a fait l'objet d'une 3ème édition. Des badges sont disponibles.

## **10. Documentation**

Voir en PJ, le récapitulatif monté pour la formation.

Tafta vs la transition énergétique : [« NégociationsUnion européenne – États-Unis : Le libre-échange et lesdroits des investisseurs contre le climat et la transitionénergétique »](#)

La mobilisation en Allemagne : <http://www.bastamag.net/En-Allemagne-l-accord-commercial>

site mandat alternatif : <http://www.alternativetrademandate.org/>

Une analyse du TPP : [http://quebec.huffingtonpost.ca/un-seul-monde/parteneriat-transpacifique-alena\\_b\\_5374092.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/un-seul-monde/parteneriat-transpacifique-alena_b_5374092.html)

La résistance paie : amplifions la !

Bien amicalement  
Jean Michel Coulomb

(1) : CETA rimant avec TAFTA, il semble préférable d'utiliser cet acronyme plutôt que celui d'AECG.

(2) : ce qui n'est d'ailleurs en soi pas négligeable, le Canada étant en volume le 12ème pays commerçant avec l'Union européenne et la France étant le 3ème pays de l'UE commerçant avec le Canada)

(3) : <http://www.alternativetrademandate.org/you-wanna-know-who-pledged-to-support-the-atm-once-elected/>

(4) : traduction de "We invite the European Commission to recommend to the Council to repeal the negotiating mandate for the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) and not to conclude the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)".